

Royaume du Maroc



Ministère de l'Aménagement du Territoire National,  
de l'Urbanisme, de l'Habitat et de la Politique de la Ville

Département de l'Aménagement du Territoire National et de l'Urbanisme  
Secrétariat Général  
Ecole Nationale d'Architecture de Rabat

## CAHIER DES PRESCRIPTIONS SPECIALES

APPEL D'OFFRES OUVERT N° 03/2022

RELATIF A

L'ACHAT DE MATERIEL INFORMATIQUE AU PROFIT DE L'ECOLE NATIONALE  
D'ARCHITECTURE DE RABAT-LOT UNIQUE-

Appel d'offres ouvert sur offres des prix (séance publique) passé en application des dispositions de l'article 16 §1 A2 et §1 de l'article 17 et § 3 alinéa 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics.



Ecole Nationale d'Architecture de Rabat

B.P.6372 Rabat-Instituts, Avenue Allal El fassi, Rabat. Tél.:05 37 67 84 81 fax: 05 37 67 84 89  
[www.enarabat.ac.ma](http://www.enarabat.ac.ma)

*(Signature)*

## SOMMAIRE

|             |  |    |
|-------------|--|----|
| Article 1.  | OBJET DE L'APPEL D'OFFRES .....  | 4  |
| Article 2.  | MAITRE D'OUVRAGE .....   | 4  |
| Article 3.  | CONSISTANCE .....  | 4  |
| Article 4.  | PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....   | 4  |
| Article 5.  | REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX APPLICABLES AU MARCHE .....                           | 4  |
| Article 6.  | VALIDITE DU MARCHE DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHE                  | 5  |
| Article 7.  | ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR.....   | 5  |
| Article 8.  | NANTISSEMENT .....   | 6  |
| Article 9.  | SOUS-TRAITANCE .....   | 6  |
| Article 10. | DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT .....   | 6  |
| Article 11. | DELAJ DE L'EXECUTION .....   | 6  |
| Article 12. | CONDITIONS ET LIEU D'EXECUTION.....  | 7  |
| Article 13. | CAUTIONNEMENTS - RETENUE DE GARANTIE .....   | 9  |
| Article 14. | ASSURANCE-RESPONSABILITE.....  | 9  |
| Article 15. | NATURE ET CARACTERES DE PRIX .....   | 10 |
| Article 16. | MODALITES DE PAIEMENT .....  | 10 |
| Article 17. | PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE .....                          | 11 |
| Article 18. | RECEPTION PROVISOIRE .....   | 11 |
| Article 19. | DELAJ DE GARANTIE .....  | 11 |
| Article 20. | RECEPTION DEFINITIVE .....   | 11 |
| Article 21. | PENALITES POUR RETARD .....  | 12 |
| Article 22. | RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC ..... | 12 |
| Article 23. | LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION .....  | 12 |
| Article 24. | RESILIATION DU MARCHE .....  | 12 |
| Article 25. | REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES.....   | 13 |
| Article 26. | CONFIDENTIALITE .....  | 13 |
| Article 27. | CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES .....  | 13 |
| Article 28. | BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF .....  | 22 |



## PREAMBULE

Appel d'offres ouvert sur offres des prix (séance publique) passé en application des dispositions de l'article 16 §1 A2 et §1 de l'article 17 et § 3 alinéa 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics.

### Entre :

L'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat, représenté par Monsieur ZERRAD Youssef, Secrétaire Générale de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat, désigné ci-après par le terme « **Maître d'Ouvrage** »

### D'UNE PART

ET

#### 1. Cas d'une personne morale

M. .... qualité .....  
Agissant au nom et pour le compte de ..... en vertu des pouvoirs qui lui sont conférés.  
Au capital social ..... Patente n° .....  
Registre de commerce de ..... Sous le n° .....  
Affilié à la CNSS sous n° .....  
Faisant élection de domicile au .....  
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) .....  
ouvert auprès de .....  
Désigné ci-après par le terme « fournisseur ».

D'AUTRE PART

### IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV

#### 2. Cas de personne physique

M..... Agissant en son nom et pour son propre compte.  
Registre de commerce de .....Sous le n° .....  
Patente n° .....  
Affilié à la CNSS sous n° .....Faisant élection de domicile .....  
Compte bancaire n° (RIB sur 24 positions) .....  
Ouvert auprès de .....  
Désigné ci-après par le terme « fournisseur ».

D'AUTRE PART

### IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIV



*Handwritten signature*

## **Article 1. OBJET DE L'APPEL D'OFFRES**

Le présent appel d'offres ouvert a pour objet de l'**Achat de matériel informatique au profit de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat -lot unique-**.

## **Article 2. MAITRE D'OUVRAGE**

Le maître d'ouvrage du marché qui sera passé suite au présent appel d'offres ouvert est l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat, représenté par Monsieur ZERRAD Youssef, Secrétaire Général de l'Ecole. Il sera désigné ci-après par le terme « **Maître d'ouvrage** ».

## **Article 3. CONSISTANCE**

La consistance des prestations est l'installation, le paramétrage, l'intégration et le transfert des compétences des équipements cités ci-dessus :

- 1- **APPLIANCE FIREWALL WAF**
- 2- **BOITIER DE PARTAGE DE CHARGE INTERNET**
- 3- **SERVEURS PHYSIQUES**
- 4- **ORDINATEUR PORTABLE**
- 5- **PASSERELLE GSM**
- 6- **SCANNER A4 AVEC CHARGEUR AUTOMATIQUE**

Les prestations à exécuter au titre du présent marché seront exécutées au niveau des locaux de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat.

## **Article 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE**

Les pièces constitutives du marché sont celles énumérées ci-après :

- 1) L'acte d'engagement dûment rempli et signé ;
- 2) Le présent Cahier des Prescriptions Spéciales (CPS) portant mention lu et accepté par le prestataire et dûment daté et signé par ses soins ;
- 3) Le bordereau des prix - détail estimatif ;
- 4) Le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T) approuvé par le Décret n°2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 mai 2016).

En cas de contradiction ou de différence entre les documents constitutifs du marché, ceux-ci prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus.

## **Article 5. REFERENCE AUX TEXTES GENEREAUX APPLICABLES AU MARCHE**

Le titulaire du marché est soumis aux textes suivants :

- Le Dahir du n°1.05.15 du 29 Rabai II 1436 (19 février 2015) relatif aux nantissements des marchés publics.





- Le Décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics.
- Le Décret n° 2-19-69 du 24/05/2019 modifiant et complétant le décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics.
- Le cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de travaux exécutés pour le compte de l'Etat (CCAG-T) approuvé par le Décret 2-14-394 du 6 Chaabane 1437 (13 mai 2016).
- Le Décret Royal n° 330.66 du 10 Moharrem 1387 (21 Avril 1967) portant règlement général de la comptabilité publique tel qu'il a été complété ou modifié.
- Le Décret n°2-16-344 du 17 chaoual 1437 (22 juillet 2016) relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Le Décret n°2-19-184 du 25/04/2019 modifiant et complétant le décret n°2-16-344 du 22 juillet 2016 relatif aux délais de paiement et aux intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques.
- Arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances n° 20-14 du 8 kaada 1435 (4 septembre 2014) relatif à la dématérialisation des procédures de passation des marchés publics.
- Tous les textes réglementaires rendus applicables à la date de la signature du marché.

Le fournisseur devra se procurer ces documents s'il ne les possède pas. Il ne pourra en aucun cas exciper de l'ignorance de ceux-ci et se dérober aux obligations qui y sont contenues.

#### **Article 6. VALIDITE DU MARCHÉ DELAI DE NOTIFICATION DE L'APPROBATION DU MARCHÉ**

En application de l'article 152 du décret n° 2.12.349 du 8 joumada I 1434 (20 mars 2013), le présent marché ne sera valable et définitif qu'après son approbation par l'autorité compétente.

L'approbation du marché doit être notifiée à l'attributaire dans un délai maximum de **soixante-quinze (75) jours**, à compter de la date d'ouverture des plis conformément à l'article 153 du décret n° 2.12.349 du 8 joumada I 1434 (20 mars 2013).

#### **Article 7. ELECTION DU DOMICILE DU FOURNISSEUR**

En application des dispositions de l'article 20 du CCAG-Travaux, toutes les notifications du maître d'ouvrage sont valablement faites au domicile élu ou au siège social du fournisseur mentionné dans l'acte d'engagement et rappelé dans le préambule du marché.

En cas de changement de domicile, le fournisseur est tenu d'aviser le maître d'ouvrage dans un délai de **quinze (15) jours** suivant ce changement.





## **Article 8. NANTISSEMENT**

Dans l'éventualité d'une affectation en nantissement du présent marché, le fournisseur bénéficiera du régime institué par le Dahir n°1.05.15 du 29 Rabai II 1436 (19 février 2015) relatif aux nantissements des marchés publics, étant précisé que :

- 1- La liquidation des sommes dues en exécution du présent marché sera opérée par le Directeur de l'Ecole Nationales d'Architecture - Rabat.
- 2- Le fonctionnaire chargé de fournir au titulaire du présent marché ainsi qu'au bénéficiaire des nantissements ou subrogations les renseignements et états prévus par le Dahir n°1.05.15 du 29 Rabai II 1436 (19 février 2015), est Monsieur le Directeur de l'Ecole Nationales d'Architecture - Rabat.
- 3- Les paiements prévus au présent marché seront effectués par le Trésorier Ministériel auprès du Ministère de l'Habitat, seul qualifié pour recevoir les significations des créanciers du titulaire du présent marché.
- 4- En application de l'article 4§1 du dahir n° 1-05-15 du 29 Rabii II 1436 (19 Février 2015) portant promulgation de la loi n°112-13 relative au nantissement des marchés publics, le maître d'ouvrage remet au titulaire du marché une copie du marché portant la mention « exemplaire unique » dûment signée et indiquant que ladite copie est livrée en unique exemplaire destinée à former titre pour le nantissement du marché.

Le titulaire du marché doit communiquer au maître d'ouvrage une copie de l'acte de nantissement.

## **Article 9. SOUS-TRAITANCE**

Les conditions de la sous-traitance sont celles prévues en application de l'article 158 du décret n° 2.12.349 précité, l'ensemble des prestations du présent appel d'offres ne font pas l'objet de la sous-traitance.

## **Article 10. DROITS DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT**

Le fournisseur doit s'acquitter des droits auxquels peuvent donné lieu le timbre et l'enregistrement du marché tels que ces droits résultent des lois et règlements en vigueur.

## **Article 11. DELAÏ DE L'EXECUTION**

L'exécution des prestations, objet du présent appel d'offres, doivent être exécutée en totalité dans un délai de **trois (3) mois**.

Le délai commence à courir à partir de la date fixée dans l'ordre de service de commencement des prestations.





Les matériels objets du présent appel d'offres peuvent faire l'objet d'une livraison unique ou de plusieurs livraisons partielles sans que celles-ci ne dépassent la livraison totale. Un calendrier des livraisons, à titre indicatif, sera arrêté en commun accord entre les parties, et pourra faire l'objet de modification en cours d'exécution.

## **Article 12. CONDITIONS ET LIEU D'EXECUTION**

### **1- Lieu de livraison :**

La livraison, l'installation, la mise en état et le démarrage du matériel seront effectués par les soins du prestataire à ses frais et sous sa responsabilité et interviendront dans les locaux de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat.

Les frais de transport, livraison, installation, manutention, assurance, droit de douane, taxes et tous frais engagés par le prestataire pour assurer ces fonctions, sont à sa charge et compris dans les prix proposés. Le fournisseur doit livrer le matériel objet de présent appel d'offres dans les locaux de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat et, s'il y a lieu, selon le calendrier préétabli.

Chaque livraison devra être accompagnée d'un état dressé par le titulaire (bon de livraison) indiquant notamment :

- La date de la livraison,
- Le lieu de la livraison,
- Les références du marché,
- L'identification du titulaire,
- L'identification des matériels livrés (numéro de l'article, désignation et caractéristiques du matériel, quantités livrées...),
- La répartition des articles par colis faisant ressortir, de façon apparente, le numéro d'ordre tel qu'il figure sur le bon de livraison et la liste de colisage donnant l'inventaire de son contenu.

La livraison du matériel est constatée par la signature par l'agent réceptionnaire d'un double du bon de livraison.

Le matériel sera livré dans un emballage adéquat, garantissant une protection suffisante contre les avaries et dommages pouvant survenir pendant le transport vers le lieu de livraison et en cours des opérations de manutention sur l'aire de stockage.

Les frais d'emballage et d'expédition sont à la charge du fournisseur.

Tous les frais qui résultent de la détérioration des matériels imputables à un défaut d'emballage, aux conditions de transport, de déchargement ou de livraison sont également à la charge du fournisseur.

### **2- Conditions de livraison :**





Le suivi de la livraison du matériel sera assuré par le Service Informatique de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat.

La livraison du matériel se déroulera sur les lieux de l'ENA-Rabat. Elle est effectuée en présence du fournisseur et des membres de la commission de réception désignée par le maître d'ouvrage.

Le titulaire du marché doit fournir :

- Une attestation de constructeur au nom du titulaire de marché. Cette attestation doit comporter le numéro du marché, la qualité du signataire, le nom de l'école ainsi que les numéros de séries du matériel livré dans le cadre du présent marché. Cette attestation d'originalité doit être signée par le constructeur.
- Une attestation de garantie au nom du titulaire de marché pour les prix 3 et 4. Cette attestation doit comporter le numéro du marché, la qualité du signataire, le nom de l'école ainsi que les numéros de séries du matériel livré dans le cadre du présent marché. Cette attestation de garantie doit être signée par le constructeur.

### **3- Les opérations de vérification :**

Le matériel livré, est soumis à des vérifications quantitatives et qualitatives destinées constater qu'elles répondent aux stipulations prévues au présent appel d'offres.

Les opérations de vérification quantitative ont pour objet de contrôler la conformité entre la quantité livrée et la quantité indiquée sur le bordereau des prix détail estimatif, sous réserve des livraisons partielles.

Les opérations des vérifications qualitatives ont pour objet de contrôler la conformité à tous égards du matériel livré avec les spécifications de CPS. Ce contrôle est effectué sur la base du descriptif de matériel indiqué sur le bordereau de prix détail estimatif et par comparaison avec les modèles décrits par la documentation technique (prospectus).

Les opérations de vérification se dérouleront sur le lieu même de livraison. Elles seront effectuées, en présence du représentant du fournisseur.

Lorsque les contrôles et vérifications laissent apparaître des différences entre le matériel indiqué dans le marché et celui effectivement livré, la livraison est refusée et le fournisseur est saisi immédiatement, par écrit, pour procéder aux mises au point et aux modifications nécessaires à la correction des anomalies constatées, ou, le cas échéant, pourvoir à son remplacement.

Le fournisseur doit prendre toutes les dispositions jugées utiles pour l'enlèvement et le remplacement contractuels.

Les frais de manutention et de transport du matériel refusé sont à sa charge. Le retard engendré par le remplacement ou la correction du matériel jugé rapide





du matériel refusé tout en restant dans les délais non conformes par le maître d'ouvrage sera imputable au fournisseur, le refus de réception ne justifie pas, par lui-même, l'octroi d'une prolongation du délai contractuel ou d'un sursis de livraison.

Après correction des défauts et anomalies constatés, ou remplacement du matériel refusé, le maître d'ouvrage procède à nouveau aux mêmes opérations de vérification et de contrôle. Les constatations faites par le maître d'ouvrage au cours des opérations de vérification sont consignées dans un procès-verbal mentionnant, s'il y a lieu, les réserves du représentant du fournisseur du marché.

#### **4- Installation, paramétrage, intégration et transfert de compétences :**

Le fournisseur procède à l'installation, le paramétrage et l'intégration des équipements livrés en présence d'une équipe de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat. Et qui après aboutissement de cette phase remet au maître d'ouvrage une documentation détaillée de toutes la partie installation et paramétrage.

### **Article 13. CAUTIONNEMENTS - RETENUE DE GARANTIE**

#### **1 – Cautionnements :**

Le cautionnement provisoire est fixé à la somme de : **10.000,00Dhs (Dix mille Dirhams)**.

Le cautionnement définitif est fixé à **trois pour cent (3%)** du montant initial du marché et doit être constitué dans les **vingt (20) jours** qui suivent la date de la notification de l'approbation du marché.

Le cautionnement définitif ne sera libéré qu'après l'écoulement de la période de garantie constructeur.

Tout retard dans l'exécution des prestations de garantie ou service après-vente, indiqué dans le présent CPS ou dans l'offre du concurrent, est imputé sur le délai de libération cautionnement définitif.

#### **2. La retenue de garantie :**

La retenue de garantie à prélever est de dix pour cent (10%) sur chaque acompte. Elle cessera de croître lorsqu'elle atteindra sept pour cent (7%) du montant initial du marché augmenté le cas échéant des montants des avenants.

La retenue de garantie pourra être remplacée, par une caution personnelle et solidaire dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur La retenue de garantie ne sera libérée qu'après l'écoulement de la période de garantie.

### **Article 14. ASSURANCE-RESPONSABILITE**

Avant tout commencement de l'exécution des prestations de services objet du présent marché, le fournisseur doit adresser au maître d'ouvrage, une attestation





délivrée par un établissement agréé à cet effet, conformément à l'article 25 du CCAG-T, justifiant la souscription d'une ou plusieurs polices d'assurances pour couvrir les risques inhérents à l'exécution du marché et précisant leurs dates de validité.

#### **Article 15. NATURE ET CARACTERES DE PRIX**

Les prestations du présent marché sont décomposées sur la base d'un détail estimatif établi par le maître d'ouvrage, en différents postes avec indication pour chacun d'eux du prix unitaire proposé.

Les prix sont fermes et non révisables.

Ces prix comprennent les frais d'emballage, de manutention, d'assurance et du transport des matériels livrés.

Toutefois, si le taux de la taxe sur valeur ajoutée est modifié postérieurement à la date limite de remise des offres, le maître d'ouvrage répercute cette modification sur le prix du règlement.

Les prix du marché sont libellés en dirhams (Dhs) toutes taxes comprises (T.T.C).

Lorsque le concurrent n'est pas installé au Maroc, il doit se conformer à l'article 12 du Règlement de consultation du présent appel d'offres.

#### **Article 16. MODALITES DE PAIEMENT**

Le paiement des sommes dues au fournisseur au titre du présent marché sera réglé en fonction des prestations réellement réalisées et après la vérification et la liquidation des décomptes sur la base des pièces justificatives du service fait et sur présentation par le prestataire d'une facture aux services concernés du maître d'ouvrage.

En application du décret n°2-19-184 modifiant et complétant le décret n°2-16-344 du 22 juillet 2016 fixant les délais de paiement et les intérêts moratoires relatifs aux commandes publiques qui a consacré le dispositif de dépôt électronique des factures, le titulaire du marché doit procéder au dépôt électronique des factures sur la plateforme GID-fournisseur.

L'administration se libérera des sommes dues au fournisseur par virement au compte bancaire n°..... ouvert au nom du titulaire auprès de ..... tel qu'il ressort de son acte d'engagement, et ce sur production d'un décompte établi en deux exemplaires arrêté en toutes lettres dûment signée.

Les décomptes doivent être conformes au bordereau des prix-détail estimatif, conformément aux prestations effectivement réalisées et prend en compte la retenue de garantie prélevée au titre du décompte.





Le règlement des sommes dues au fournisseur sera effectué déduction faite des pénalités du retard.

**Article 17. PROPRIETE INDUSTRIELLE, COMMERCIALE OU INTELLECTUELLE**

Le fournisseur garantit formellement le maître d'ouvrage contre toutes les revendications des tiers concernant les brevets d'invention relatifs aux procédés et moyens utilisés, marques de fabrique, de commerce et de service.

Il appartient au fournisseur le cas échéant, d'obtenir les cessions, licence d'exploitation ou autorisation nécessaires et de supporter la charge des frais et redevances y afférentes.

**Article 18. RECEPTION PROVISOIRE**

Le maître d'ouvrage s'assure, en présence du fournisseur ou de son représentant, de la conformité des équipements aux spécifications techniques du marché.

Le matériel livré, est soumis à des vérifications destinées à constater la conformité à tous égards de fourniture livrée avec le descriptif de fourniture indiquée sur le bordereau des prix détail estimatif et par comparaison aux prospectus déposés par le fournisseur.

Le fournisseur procèdera à l'installation, le paramétrage, l'intégration du matériel livré et assurera le transfert de compétence et doit présenter une attestation de garantie portant le numéro de série du matériel et le nom de l'école. Sur ce le maître d'ouvrage prononcera la réception provisoire suite.

La réception provisoire est sanctionnée par un procès-verbal signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet.

**Article 19. DELAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie est fixé à trois années pour tous les équipements objet du marché.

Le délai de garantie est fixé à compter de la date de la réception provisoire. Pendant le délai de garantie, le fournisseur sera tenu, de procéder aux rectifications qui lui seraient demandées en cas de mauvaise qualité, anomalies ou défauts constatés, sans pour autant que ces prestations supplémentaires puissent donner lieu au paiement à l'exception de celles résultant de l'usure normale, d'un abus d'usage ou de dommages causés par le maître d'ouvrage.

**Article 20. RECEPTION DEFINITIVE**

La réception définitive ne sera prononcée qu'après écoulement du délai de garantie et satisfaction des conditions susmentionnées.



La libération du cautionnement définitif et de la retenue de garantie ne peut intervenir qu'après réception définitive.

La réception définitive est sanctionnée par un procès-verbal signé par les membres de la commission de réception désignée à cet effet.

#### **Article 21. PENALITES POUR RETARD**

En cas de retard dans l'exécution des prestations, il sera appliqué à l'encontre du fournisseur une pénalité journalière de 1‰ (un pour mille) du montant initial du marché modifié ou complété le cas échéant des montants des avenants. Le montant total de ces pénalités est plafonné à 8% (Huit pour cent) du montant initial du marché modifié ou complété le cas échéant des montants des avenants.

#### **Article 22. RETENUE A LA SOURCE APPLICABLE AUX TITULAIRES ETRANGERS NON RESIDENTS AU MAROC**

Une retenue à la source au titre de l'impôt sur les sociétés ou de l'impôt sur le revenu, le cas échéant, fixée au taux de **dix pour cent (10 %)**, sera prélevée sur le montant hors taxe sur la valeur ajoutée des fournitures réalisées au Maroc dans le cadre du présent marché.

#### **Article 23. LUTTE CONTRE LA FRAUDE ET LA CORRUPTION**

Le fournisseur ne doit pas recourir par lui-même ou par personne interposée à des actes de corruption, à des manœuvres frauduleuses, et à des pratiques collusoires, à quelque titre que ce soit, dans les différentes procédures de passation, de gestion et d'exécution du marché.

Le fournisseur ne doit pas faire, par lui-même ou par personne interposée, des promesses, des dons ou des présents en vue d'influer sur les différentes procédures de conclusion d'un marché et lors des étapes de son exécution.

Les dispositions du présent article s'appliquent à l'ensemble des intervenants dans la réalisation du présent marché.

#### **Article 24. RESILIATION DU MARCHE**

La résiliation du marché peut être prononcée conformément aux dispositions prévues par l'article 159 du décret n° 2-12-349 du (20 Mars 2013) relatif aux marchés de l'Etat et celles prévues par le CCAG applicable aux marchés de travaux.





## **Article 25. REGLEMENT DES DIFFERENDS ET LITIGES**

Si, en cours d'exécution du marché, des désaccords surgissent avec le fournisseur, les parties s'engagent à régler ceux-ci dans le cadre des stipulations des articles 81 et 84 du CCAG-T.

Les litiges éventuels entre le maître d'ouvrage et le prestataire sont soumis aux tribunaux compétents.

## **Article 26. CONFIDENTIALITE**

Le fournisseur et son personnel sont tenus au secret professionnel, pendant toute la durée du marché et après son achèvement, sur les renseignements et documents recueillis ou portés à leur connaissance à l'occasion de l'exécution du marché. Sans autorisation préalable du maître d'ouvrage, ils ne peuvent communiquer à des tiers la teneur de ces renseignements et documents. De plus, ils ne peuvent faire un usage préjudiciable au maître d'ouvrage des renseignements qui leur sont fournis pour accomplir leur mission.

## **Article 27. CAHIER DES PRESCRIPTIONS TECHNIQUES**

**Les articles proposés doivent avoir au minimum les spécifications techniques suivantes :**

### **PRIX N° 1 : APPLIANCE FIREWALL WAF**

Ce prix contient la livraison d'une Appliance Firewall WAF de marque reconnue mondialement ayant les caractéristiques techniques minimales suivantes :

#### **Liste de vérification des fonctionnalités du WAF :**

##### **Capacités de déploiement :**

- Le Firewall doit figurer parmi les challengers ou leaders dans le dernier classement MQ de Gartner 2021.
- Le Firewall peut être livré sous forme d'Appliance physique, capable de gérer :
  - **Débit : 25 Mbit/s**
  - **Nombre de serveurs à protéger : 5**
  - **Transactions HTTP/seconde : 8 000**
  - **Transactions HTTPS/seconde : 2 500**
  - **Connexions simultanées : 90 000**
- Doit être capable de gérer le trafic IPv4 et IPv6.
- Le WAF doit pouvoir être déployé en mode reverse proxy complet, où tout le trafic est redirigé pour passer par le WAF.
- Le Firewall doit être capable de résilier et de décharger le trafic SSL vers le WAF lui-même.
- Le WAF doit décrypter le trafic crypté pour avoir accès aux données HTTP.

a. L'authentification du client basée sur le certificat du client (SSL) doit être disponible.





b. Il devrait être possible d'envoyer le contenu des certificats du client à l'application en utilisant une autre méthode de transport (par exemple, request headers).

c. Il doit être possible de chiffrer le trafic dorsal (c'est-à-dire le trafic du WAF au serveur Web).

d. Doit être capable de sélectionner la suite de chiffrement requise.

- Le Firewall doit fournir un mode par lequel elle peut chiffrer le HTTP en texte clair pour le compte des applications web en redirigeant les requêtes HTTP entrantes vers le service HTTPS et en réécrivant les hyperliens http dans la réponse en https. Aucune modification ne doit être apportée aux serveurs dorsaux ou au code des applications.

### **Capacités de sécurité**

- Le Firewall doit inclure une protection contre les attaques courantes mentionnées dans le top 10 de l'OWASP, par exemple injection SQL, Cross Site Scripting, CSRF, Insecure Direct Object Reference, etc.
- Le Firewall doit prévoir une protection contre les attaques basées sur le débit.
- Protection contre les attaques par force brute contre les contrôles d'accès.
- Détection des attaques par force brute (demandes répétées pour la même ressource) contre toute partie de l'application.
- Détecter les attaques par force brute contre la gestion des sessions (trop de sessions attribuées à une seule adresse ou plage IP).
- Le Firewall doit être en mesure d'autoriser / de refuser le trafic en fonction de l'adresse IP.
- Le Firewall doit protéger les jetons de session, c'est-à-dire les cookies:
  - a. Signer les cookies, pour empêcher les clients de les modifier.
  - b. Crypter les cookies, pour en cacher le contenu.
  - c. Empêcher les attaques de type "Cookie Replay".
  - d. Permettre d'exempter certains cookies des contrôles de sécurité.
- Le Firewall doit fournir des capacités avancées d'inspection des logiciels malveillants.
- Le Firewall doit offrir un mode "uniquement (détection)" qui applique les politiques de sécurité exactement comme si elle était en mode prévention. Le mode doit pouvoir être spécifié à un niveau granulaire pour les constructions de sécurité des applications telles que les URL, les paramètres des requêtes/FORM, les cookies et les règles de sécurité liées aux en-têtes sur une base individuelle.
- Le Firewall doit prendre en charge les capacités de blocage suivantes : réinitialisation de la connexion, envoi d'une page de réponse d'erreur personnalisée, redirection de la demande ou blocage de la ou des adresses IP du client incriminé pendant une période donnée.
- Le Firewall doit fournir une fonctionnalité de réécriture HTML. Il doit être possible d'ajouter, de supprimer et de modifier les en-têtes de demande et de réponse, de traduire les espaces des URL, de réécrire ou de rediriger l'URL dans la demande et de réécrire le corps de la réponse.
- Le Firewall doit permettre à l'administrateur de restreindre l'accès à diverses méthodes HTTP et WEBDAV, notamment HEAD, CONNECT, TRACE, etc. pour chaque URL.



- Le Firewall doit permettre d'appliquer aux requêtes les restrictions suivantes liées au protocole et celles-ci doivent pouvoir être spécifiées sur une base individuelle d'URL :
  - a. Longueur de la méthode HTTP.
  - b. Longueur de la ligne de demande.
  - c. Longueur de l'URI.
  - d. Longueur de la chaîne de la requête.
  - e. Longueur du protocole.
  - f. Nom, valeur et numéro de l'en-tête.
  - g. Longueur du corps de la demande.
  - h. Nom, valeur et numéro du cookie.
  - i. Nom, valeur et numéro du paramètre.
  - j. Longueur maximale (par fichier) et nombre pour les fichiers téléchargés (via POST).
- Le Firewall doit être capable de "masquer" les réponses d'erreur afin de dissimuler les informations sensibles liées au serveur dans le corps et les en-têtes de la réponse.
- Le Firewall doit être capable d'analyser le corps de la réponse, indépendamment du code de réponse, pour bloquer complètement la réponse ou masquer les modèles de données sensibles, si ces derniers sont trouvés dans la réponse. Les modèles de cartes de crédit devraient être recherchés par défaut.
- Le Firewall doit prendre en charge un modèle de sécurité négative dans lequel les attaques sont détectées en effectuant une correspondance par expression régulière avec les requêtes URL entrantes.
- Il devrait être possible de spécifier une correspondance granulaire à base d'expressions régulières sur toutes les parties de la demande - URI, paramètres, en-têtes, cookies - pour sélectionner l'espace URL auquel les règles correspondantes devraient s'appliquer.
- Le Firewall doit permettre de configurer des règles avec une logique complexe avec des opérateurs tels que ET logique OU, existe, contient, est égal, etc.
- Le Firewall doit prendre en charge un modèle de sécurité positive qui permet de spécifier des valeurs légales "en liste blanche" dans divers éléments de politique de sécurité, tandis que toutes les autres valeurs sont refusées.
- Le Firewall doit permettre de marquer les champs comme étant en lecture seule afin de se protéger contre la falsification des formulaires.

### **Capacités de management :**

- L'application de gestion doit de préférence inclure une interface Web avec un accès HTTP et HTTPS à partir d'une ou plusieurs interfaces de gestion dédiées.
- Le Firewall doit supporter la Haute Disponibilité Active-Passive.
- Le Firewall doit prendre en charge le contrôle d'accès intégré basé sur les rôles pour la gestion.
- Le Firewall doit prendre en charge la granularité de configuration pour les autorisations de lecture/écriture des rôles d'accès à la gestion.
- Le Firewall doit avoir un support intégré pour l'authentification des utilisateurs pour le contrôle d'accès basé sur les rôles avec des systèmes d'authentification externes utilisant LDAP et RADIUS.





- Le Firewall doit prendre en charge l'authentification à double facteur pour l'accès à la gestion.
- Le produit doit permettre de spécifier des hôtes de confiance (identifiés par des adresses IP ou des plages d'adresses IP) qui doivent parfois être autorisés à effectuer des activités qui sont autrement interdites par la politique.
- Le Firewall doit fournir une solution basée sur des "modèles" pour créer des modèles de politique et de sous-politique de sécurité et les appliquer à différentes applications sur le même ou différents appareils.
- Le Firewall doit permettre de gérer tous les appareils à partir d'une interface unique.
- Le Firewall doit prendre en charge le format personnalisé des journaux afin de s'intégrer facilement à toute solution SIEM.
- Le produit doit être fourni avec une base de données de signatures et le WAF doit pouvoir récupérer automatiquement et périodiquement les dernières signatures pour la base de données de règles, sans intervention manuelle.
- Le Firewall doit fournir une journalisation complète des attaques Web, du trafic d'accès et des pistes d'audit de l'administrateur.
- Le Firewall doit fournir un moyen facile d'atténuer les demandes légitimes considérées à l'origine comme des attaques par la politique de sécurité actuelle (faux positifs). Cette tâche ne devrait pas être plus difficile que de cliquer sur une entrée de journal et de pousser les changements vers le WAF.
- Le Firewall doit fournir une granularité dans la façon dont la sécurité peut être configurée pour les règles de routage de contenu.
- Le Firewall doit fournir des politiques de sécurité prêtes à l'emploi pour des plateformes d'application spécifiques, par exemple SharePoint, Outlook Web Access, WordPress, Joomla, Drupal, les applications Oracle, etc.
- Le Firewall doit offrir la possibilité de définir différentes politiques pour différentes applications et aussi la possibilité de copier et de dupliquer facilement une politique existante ou des objets de politique, en tout ou en partie.
- Le Firewall doit fournir une fonctionnalité permettant d'inclure un ID de journal unique pour chaque transaction, en particulier pour les journaux d'attaque.
- Le Firewall doit automatiquement employer une heuristique intelligente pour apprendre les faux positifs à partir du trafic de demande ou de réponse et recommander/effectuer la réduction des faux positifs en modifiant les politiques de sécurité.
- Les composants de gestion doivent permettre de développer des signatures personnalisées qui identifient les risques spécifiques et uniques associés aux applications protégées, de préférence à l'aide d'un outil regex.
- Les politiques de sécurité doivent offrir un haut niveau de granularité. Le passage entre les modes de détection et d'application des politiques (prévention) ne peut pas être associé à l'ensemble de l'application, mais doit être associé de manière granulaire à chaque composant d'une application ou à chaque type d'attaque.
- Le Firewall doit avoir la capacité de suivre tous les changements de politique de sécurité et peut enregistrer les valeurs avant et après chaque changement.
- Le Firewall doit fournir des mécanismes d'alerte par e-mail, par webhook Slack et par t Le Firewall rappes SNMP.
- Le Firewall doit fournir des rapports sur les attaques et la conformité PCI



- Le Firewall doit prendre en charge l'analyse des journaux à l'aide de Syslog Intégration avec des solutions SIEM populaires telles que Splunk, HP ArcSight, Symantec envision, IBM QRadar etc.
- Le Firewall doit prendre en charge le stockage natif de la sauvegarde de la configuration et doit être capable de lancer automatiquement la sauvegarde de la configuration et de stocker localement les fichiers de configuration.
- Le Firewall doit prendre en charge la sauvegarde programmée de la configuration.

### **User accès control**

La gestion et control des accès des utilisateurs doit être géré nativement dans Le Firewall WAF, et ne requiert aucune licence additionnelle. Ces capacités doivent permettre les fonctionnalités minimales suivantes :

- Le Firewall doit être capable de décharger l'authentification des utilisateurs des applications backend. Il doit être possible de spécifier des pages de connexion et de déconnexion personnalisées pour l'authentification des utilisateurs.
- Le module d'authentification doit pouvoir s'intégrer à des annuaires d'authentification externes tels que LDAP interne.
- Il devrait être possible de spécifier différentes politiques d'autorisation pour différentes parties des sites Web, après l'authentification. Par exemple, les utilisateurs du groupe LDAP A ont accès à /employee/\* alors que seuls les utilisateurs du groupe B ont accès à /partners/\*.
- Le Firewall doit permettre l'authentification unique à travers différentes applications web protégées. Une fois authentifié, l'utilisateur doit pouvoir naviguer dans différentes applications à travers des domaines à cookie unique ou multiple sans avoir à se reconnecter.
- Il doit être possible de suivre les sessions complètes d'un utilisateur (corps complets de la demande et de la réponse) et l'activité par un identifiant d'utilisateur à des fins d'audit/dépannage, le cas échéant.

### **Support matériel et logiciel :**

- Le fournisseur de la solution doit offrir un support 24/7 par email ou par téléphone.
- Remplacement immédiat du matériel le jour même où le jour ouvrable suivant par courrier express.
- Maintenance du firmware, qui comprend de nouvelles mises à jour du firmware avec des améliorations des fonctionnalités et des corrections de bugs.
- Le support proposé doit permettre aux clients existants de migrer vers les dernières plates-formes matérielles sans frais supplémentaires après chaque 4 ans.

**Le Firewall doit être livré clés en main avec câbles et accessoires nécessaires et licence pour trois (3) ans.**

### **PRIX N° 2 : BOITIER DE PARTAGE DE CHARGE INTERNET**

Ce prix comprend la fourniture et l'installation d'un boîtier de partage de charge internet ayant les caractéristiques techniques minimales suivantes :

Le fournisseur devra proposer une solution qui permettra de répartir des accès WAN (LS, Wireless, ADSL, 3G, ..... ) afin de concentrer les accès, assurer une redondance des liens WAN (HA) et assurer une répartition de charge entre les liens.





Les boîtiers permettront d'augmenter la disponibilité de l'accès Internet en couplant des liens des différents Opérateurs existants (IAM, Meditel, Inwi).

Les fonctionnalités du boîtier de répartition de charge devront inclure au minimum les fonctionnalités ci-dessous :

- Agrégation de liens et répartition de charge.
- Mode Drop-in (transparent)
- QoS
- Multi-WAN Loadbalancing et VPN Bonding
- Support de la Haute Disponibilité
- Débit du pare-feu dynamique : 2.5Gbps
- Utilisateurs recommandés : 500-2000
- Ports WAN Ethernet : 7 (GE)
- Ports LAN : 3 (GE)
- Nombre de pairs SpeedFusion : 300
- Débit SpeedFusion : 400Mbps
- Caractéristiques Réseau : NAT and IP Forwarding. Static Routes. Port Forwarding. Many to One, One to One NAT. NAT Pool. SIP ALG, H.323 ALG. UPnP, NAT-PMP. WINS Server
- Caractéristiques WAN: Support for PPPoE, Static IP, DHCP. WAN Link Health Check. Bandwidth Allowance Monitor.
- Support for Dynamic DNS Services. IPv6 Support.

### **Garantie (3) ans Pièces et main d'œuvre sur site**

**Livré clés en main avec câbles et accessoires nécessaires**

### **PRIX N° 3 : SERVEURS PHYSIQUES**

Ce prix comprend la fourniture des serveurs physiques ayant les caractéristiques techniques minimales suivantes :

- Serveur Rackable sur rack 2U ;
- Processeur :
  - Deux (02) Processeur Intel Xeon Silver 4216 2.1G, 16C/32T, 9.6GT/s, 22M Cache, Turbo, HT (100W) DDR4-2400 ou équivalent
- Mémoire :
  - 24 slots DIMM DDR4, prise en charge de RDIMM/LRDIMM, jusqu'à 2 666 Mbit/s, 3 To max.
  - Prise en charge de la mémoire enregistrée DIMM DDR4 ECC uniquement
  - RAM 256GB RDIMM, 2666MT/s, Dual Rank (8 barrettes de 32Go) minimum;
- Contrôleurs de stockage :
  - Contrôleur RAID interne : PERC H740p
- Baies de disques : Baies avant : Jusqu'à 16 disques SAS/SATA (disque dur/SSD) 2,5 pouces, max. 61 To, ou jusqu'à 8 disques durs SAS/SATA de 3,5 pouces, max. 80 To
- Capacité demandée :
  - 6 x 1.2TB 10K RPM SAS 12Gbps 512n 2.5in Hot-plug Hard Drive
- Alimentation :
  - Titanium 750 W
  - 48 V CC 1 100 W, 380 CCHT 1 100 W, 240 CCHT 750 W
  - **Alimentation redondante** avec branchement à chaud et redondance totale
  - Jusqu'à 6 ventilateurs avec branchement à chaud et redondance totale
- Gestion intégrée :
  - Conformité à la norme IPMI 2.0
  - Contrôleur iDRAC9 avec Lifecycle Controller (Express, Enterprise)





- Panneau : Panneau LCD ou de sécurité (en option)
- Logiciel OpenManage pour l'intégration avec Vmware
- E/S et ports :
  - Options de la carte file réseau
  - 2 x 10 GbE + 2 x 1 GbE
  - Ports avant : VGA, 2 x USB 2.0, port Micro-USB iDRAC Direct dédié
  - Ports arrière : VGA, série, 2 x USB 3.0, port réseau iDRAC dédié
  - Carte graphique : VGA
  - Options d'emplacement montant avec jusqu'à 8 slots PCIe Gen 3, max. 4 x 16 slots
- Système d'exploitation pris en charge :
  - Canonical Ubuntu LTS
  - Citrix XenServer
  - Microsoft Windows Server avec Hyper-V
  - Red Hat Enterprise Linux
  - SUSE Linux Enterprise Server
  - VMware ESXi

**Garantie : Trois (3) ans de garantie constructeur pièces et mains d'œuvre.**  
**Livré clés en main avec câbles et accessoires nécessaires.**

#### **PRIX N° 4 : ORDINATEUR PORTABLE**

Ce prix comprend la fourniture d'ordinateur portable ayant les caractéristiques techniques minimales suivantes :

- Processeur Intel® Core™ i7-1265U vPro de 12e génération
- Mémoire vive 8 GB, 1 x 8 GB, DDR4, 3200 MHz Extensible à 64 Go
- Disque dur Disque SSD M.2, PCIe, classe 35, 512GB
- Carte graphique : Intel® Iris® Xe Graphics
- 14" FHD (1 920 x 1 080) antireflet, 16x9, non tactile, WVA, 250 cd/m², 45 % de l'espace NTSC
- Connectivité : réseau Carte Intel® Wi-Fi 6 AX201 2x2 802.11ax 160 MHz + Bluetooth 5.1
- Interface minimum :
  - 2 ports USB Type-C Thunderbolt™ 4.0 avec alimentation et DisplayPort
  - 2 ports USB 3.2 Gen 1 (1 avec PowerShare)
  - 1 port HDMI 2.0
  - 1 plateau de carte uSIM externe (en option) - Compatible eSim
  - 1 lecteur de carte mémoire uSD 4.0
  - 1 lecteur de carte à puce à contact (en option)
  - 1 lecteur d'empreintes digitales tactile dans le bouton d'alimentation (en option)
  - Prise jack audio universelle Emplacement antiviol Wedge
  - Port RJ45
- Système d'exploitation : Microsoft Windows 10 Pro 64 Bits
- Autonomie de la batterie : Batterie polymère à 3 cellules 41 Wh, ExpressCharge 1.0™
- Sacoche d'origine de même marque et de même taille que le PC portable.

**Garantie : Trois (3) ans Pièces et main d'œuvres sur site**  
**Livré clés en main avec câbles et accessoires nécessaires**



### **PRIX N° 5 : PASSERELLE GSM**

Ce prix comprend la fourniture d'une passerelle GSM ayant les caractéristiques techniques minimales suivantes :

- *Interface :*
  - 8 canaux GSM ou WCDMA
  - 1 LAN Ethernet 10/100 BASE-T
  - Répartiteur d'antenne (antenne 4 en 1)
- Traitement de la voix
  - Protocole : SIP, IAX2
  - Transport : UDP, TCP, TLS, SRTP
  - Codec vocal: G.711 (alaw / ulaw), G.722, G.726, G.729A, GSM, ADPCM, Speex
  - Annulation d'écho : ITU-T G.168 LEC
  - Mode DTMF : RFC2833, SIP INFO, en bande
  - Serveur SIP pour téléphones IP inclus
  - Commutateur de code de réponse SIP
  - Minuterie de session
  - Génération de tonalité de progression d'appel
  - Cadran 1 étape / 2 étapes
- Caractéristiques du système
  - Gestion du groupe de ports GSM / UMTS
  - Groupe de lignes réseau VoIP
  - Règles de routage entrant / sortant
  - Liste blanche et liste noire
  - Hotline
  - Limitation de la durée des appels
  - Transfert d'appel
  - Appel en attente
  - Rappeler
  - Enregistrement détaillé des appels (CDR)
  - Affichage de l'état des appels
  - NTP
  - Liste noire IP
  - Alerte d'attaque réseau
  - Capture de paquets
  - Journaux système
  - Real Open API Protocol (basé sur Asterisk)
- Fonctionnalités mobiles
  - Fréquence GSM : 850/900/1800 /1900MHz
  - Fréquence WCDMA : 850 / 1900MHz, 850 / 2100MHz, 900 / 2100MHz
  - Envoi et réception de SMS
  - Envoyer des SMS en masse
  - Centre SMS
  - Réglage du gain
  - USSD
  - Modifier le code PIN
  - Sélection du transporteur: Auto / Manuel
  - Alarme d'équilibre
  - Identification de l'appelant / CLIR
  - API ouverte pour SMS et USSD
- La gestion du réseau





- Protocole réseau: FTP, TFTP, HTTP, SSH
- Traversée NAT: NAT statique, STUN
- Route statique
- OpenVPN
- Pare-feu
- VLAN
- QoS / ToS
- DDNS
- Configurer la sauvegarde / restauration
- Mise à niveau du micrologiciel par HTTP / TFTP
- Configuration basée sur le Web

**Garantie : Trois (3) ans pièces et mains d'œuvres**

**Livré clés en main avec câbles et accessoires nécessaires**

### **PRIX N° 6 : SCANNER A4 AVEC CHARGEUR AUTOMATIQUE**

Ce prix comprend la fourniture des scanners A4 avec chargeur automatique ayant les caractéristiques techniques minimales suivantes

- Type de scanner : Chargeur automatique de documents (ADF) /recto verso ;
- Capacité du Chargeur automatique : 50 pages (A4) ;
- Modes de numérisation : Simplex / Duplex, Couleur / Échelle de gris / Monochrome ;
- Type de capteur d'image : Couleur CIS (Contact Image Sensor) capteur d'image x 2 (1 front + 1 back) ;
- Source de lumière : 3 lampes LED couleurs (rouge, vert, bleu) ;
- Résolution optique : 600 dpi ;
- Taille de document :
  - Mode normal : minimum : 50,8 x 50,8 mm / maximum : 216 x 360 mm ;
  - Mode manuel : Maximum : A3, B4 ;
  - Mode papier long : jusqu'à 3 000 mm.
- Vitesse de numérisation / A4 portrait: 30 ppm ;
- Interfaces : USB 3.0 & WiFi ;
- Plage de tension : Courant alternatif 100 à 240 V ;
- Dimensions (L x P x H) : 292 x 161 x 152 mm ;
- Poids : 4 kg max ;
- Logiciels inclus : Driver spécifique scanné, ABBYY FineReader, Nuance Power PDF standard, Nuance PDF Converter ;
- Câble USB fourni.

**Garantie : Trois (3) an pièces et mains d'œuvres**

**Livré clés en main avec câbles et accessoires nécessaires**



**Article 28. BORDEREAU DES PRIX – DETAIL ESTIMATIF**

| N° des prix     | Désignation des prestations           | Unité de mesure | Quantité | Prix unitaire en dirhams HT | Prix total en dirhams HT |
|-----------------|---------------------------------------|-----------------|----------|-----------------------------|--------------------------|
| 1               | APPLIANCE FIREWALL WAF                | Unité           | 1        |                             |                          |
| 2               | BOITIER DE PARTAGE DE CHARGE INTERNET | Unité           | 2        |                             |                          |
| 3               | SERVEURS PHYSIQUES                    | Unité           | 2        |                             |                          |
| 4               | ORDINATEUR PORTABLE                   | Unité           | 5        |                             |                          |
| 5               | PASSERELLE GSM                        | Unité           | 1        |                             |                          |
| 6               | SCANNER A4 AVEC CHARGEUR AUTOMATIQUE  | Unité           | 5        |                             |                          |
| TOTAL Hors TVA  |                                       |                 |          |                             |                          |
| TAUX TVA (20 %) |                                       |                 |          |                             |                          |
| TOTAL T.T.C.    |                                       |                 |          |                             |                          |

Arrêté le présent bordereau des prix - détail estimatif à la somme de .....





**APPEL D'OFFRES OUVERT N°03/2022**

Passé en application des dispositions de l'article 16 §1 A2 et §1 de l'article 17 et § 3 alinéa 3 de l'article 17 du décret n° 2-12-349 du 8 Joumada I 1434 (20/03/2013) relatif aux marchés publics.

Relatif à l'**achat de matériel informatique au profit de l'Ecole Nationale d'Architecture de Rabat -Lot unique-**

**LU ET ACCEPTE PAR :**  
**(Le fournisseur)**

**MAITRE D'OUVRAGE**

**Youssef ZERRAD**  
**Secrétaire Général**  
de l'Ecole Nationale d'Architecture

A Rabat, le

A Rabat, le **30 SEP. 2022**

**WISE PAR :**

**APPROUVE PAR :**

A Rabat, le

A Rabat, le

